

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MOZAMBIQUE : PLUS DE 60 MIGRANTS CLANDESTINS RETROUVÉS MORTS DANS UN CONTENEUR ROUTIER

Plus de 60 migrants clandestins en provenance du Malawi ont été retrouvés morts mardi matin, vraisemblablement asphyxiés, dans un conteneur routier intercepté dans le nord-ouest du Mozambique, a-t-on appris de source sanitaire locale. "Un camion venu du Malawi transportant des migrants clandestins, présentés comme éthiopiens, a été contrôlé sur le pont de Mussacana, dans la province de Tete", a indiqué sous couvert d'anonymat cette source hospitalière.

COVID-19 EN FRANCE : PLUS DE 700 MIGRANTS ÉVACUÉS D'UN CAMP AU NORD DE PARIS

Plusieurs centaines de migrants qui vivaient dans un campement insalubre de la banlieue parisienne, dont l'hygiène et la promiscuité faisaient polémique sur fond de coronavirus, ont été mis à l'abri mardi matin. Agglutinés en file indienne tout près du terrain vague d'Aubervilliers, au nord de Paris, où ils avaient posé leurs tentes, plus de 700 exilés sont montés dans des bus qui les ont emmenés vers des gymnases et des hôtels.

MONDE ARABE : À LA TÉLÉVISION OU SUR TABLETTES, L'ÉCOLE AU TEMPS DU CORONAVIRUS

Cours à la télévision pour les enfants libyens ou sur tablettes dans les riches émirats du Golfe: dans le monde arabe, chaque pays tente de trouver des alternatives pour des millions d'élèves privés d'écoles, au titre de la prévention du nouveau coronavirus. Du Maroc au Qatar en passant par la Jordanie, enseignants, parents et élèves sont parfois livrés à eux-mêmes pour rattraper les cours et ne pas connaître une année scolaire blanche, avec des accès souvent très inégaux à internet.

Guinée : des heurts au lendemain du vote

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La capitale guinéenne Conakry a été le théâtre d'affrontements sporadiques lundi, au lendemain d'un référendum sur la Constitution marqué par les violences et sur lequel le pouvoir d'Alpha Condé garde jusqu'à présent le silence.

Malgré des mois de tensions intérieures, les doutes sur la régularité des listes électorales et la réprobation internationale, le président et son gouvernement ont mené à bien dimanche la consultation référendaire dans laquelle l'opposition voit un stratagème de M. Condé pour briguer un troisième mandat fin 2020. Le pouvoir appelait les Guinéens à élire en même temps leur nouveau Parlement. Comme redouté dans un pays coutumier des protestations et des répressions brutales, le vote a donné lieu à des affrontements, à des attaques de bureaux et à la destruction de matériel électoral à Conakry et ailleurs dans le pays. Au moins 11 civils ont été tués par des forces de sécurité qui, recourant aux armes de guerre, se sont une nouvelle fois signalées par leur usage excessif de la force, a dénoncé l'opposition. Avant dimanche, le mouvement avait coûté la vie à 32 civils et un gendarme, depuis la mi-octobre. "Le 22 mars n'était pas une élection mais un coup d'Etat civilo-militaire", a jugé le collectif qui mène le mouvement anti-Condé. Il a accusé les hôpitaux publics de refuser les corps dans leurs morgues pour "nier le bilan macabre de la répression sauvage".

Des enquêtes "doivent révéler comment ces personnes sont mortes", a demandé l'ONG Amnesty International, "s'il s'agit de crimes, les auteurs doivent être identifiés et poursuivis".

Le vote s'est tenu dans l'ombre de la pandémie du nouveau coronavirus qui accapare l'attention internationale. Aucune autre réaction significative ne s'est exprimée de l'étranger. Le gouvernement, lui, dément "catégoriquement" la mort de 11 personnes. Il admet deux morts, dans "différentes



Conakry confrontée aux heurts après le référendum

violences et (des) affrontements entre militants", et deux autres "par accident et par arrêt cardiaque".

En dehors des agissements de "certains activistes", le ministère de la Sécurité a jugé que le vote

s'était "déroulé dans des conditions apaisées". Le parti de M. Condé, le Rassemblement du peuple de Guinée, a vu dans la journée de dimanche un moment "d'engouement" en faveur du "progrès socio-économique".

Des troubles ont aussi été rapportés pour le deuxième jour consécutif à N'Zérékoré (sud), où une église protestante a été incendiée dimanche, nourrissant les craintes déjà présentes d'hostilités communautaires.

La pauvreté et le soupçon d'un maintien au pouvoir



L'opposition et la société civile soupçonnent le président Alpha Condé de vouloir un troisième mandat.

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La Guinée, pays pauvre malgré d'importantes ressources naturelles, est en proie depuis mi-octobre à des violences, des manifestations

massives ou des journées villes mortes contre le projet prêté à M. Condé, 82 ans, de chercher à se succéder à lui-même à la fin de l'année.

M. Condé a été élu en 2010 et réélu en 2015. L'actuelle Constitution limite à deux le nombre

de mandats, la nouvelle que propose M. Condé également. Mais, accusent ses opposants, elle lui permettrait de remettre son compteur personnel à zéro. M. Condé, ancien opposant historique devenu premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires, assure qu'il s'agit de doter son pays d'une Constitution "moderne" qui, par exemple, interdirait la circoncision féminine et le mariage des mineurs. Il entretient en revanche l'ambiguïté sur ses ambitions personnelles, qui ne font aucun doute pour ses adversaires.

L'opposition avait appelé à boycotter le vote de dimanche. Le gouvernement n'avait toujours fourni aucune indication lundi en fin d'après-midi sur le taux de participation ou la date de l'annonce de résultats

Photo: AFP/L'Union